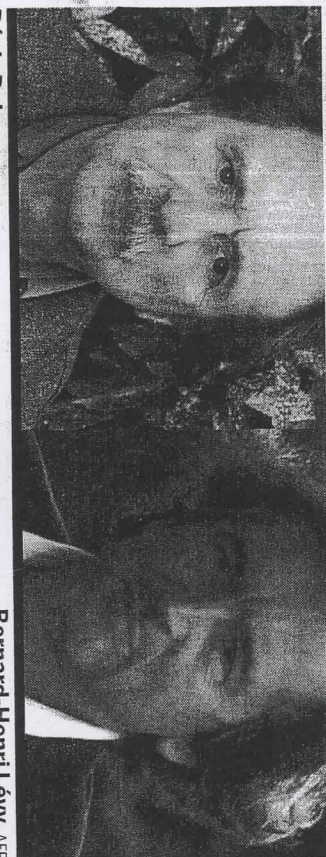


Rétrocontroverse 1999 : l'OTAN devait-elle intervenir au Kosovo ?

An printemps 1999, la guerre du Kosovo aura probablement été, pour les intellectuels français, la dernière grande « cause » du XX^e siècle. L'occasion d'une de ces controverses qui, périodiquement en France, et avec une virulence inégalée à l'étranger, polarisent le débat public, suscitent dans la presse une avalanche de tribunes et de pétitions, et imposent à chacun de choisir son camp, au risque de brouiller certaines frontières, entre droite et gauche notamment.

Pour les uns, les frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, déclenchées le 24 mars 1999, sont le seul moyen de mettre un terme aux exactions commises par le régime de Slobodan Milosevic contre les Albanais du Kosovo. « Ce qui s'est passé dans la nuit de mercredi à jeudi, je l'attendais depuis des années », déclare Bernard-Henri Lévy au lendemain des premières frappes. « Cela fait huit ans qu'il fallait sanctionner Milosevic et l'empêcher de nuire. Huit années qui ont signifié la destruction de villes, des centaines de milliers de morts, une dévastation sans pareille en Europe depuis la seconde guerre mondiale (...). Je ne comprends pas l'attitude de ceux qui soutient comme des chiens en répitant : la paix, la paix, la paix, sans se demander de quels crimes elle se paie » (*Libération* du 26 mars 1999).

Comme « BHL », la plupart des intellectuels qui défendent l'intervention de l'OTAN sont issus de la gauche dite « antiréalitaire », une famille de pensée



Régis Debray, AFP

Bernard-Henri Lévy, AFP

qui s'est illustrée pendant la guerre froide par sa critique de l'URSS et qui, depuis la chute du mur de Berlin, s'attache à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme commises par les nostalgiques de la Grande Serbie contre les Croates, les Bosniaques et les Kosovars. Son principal bastion est le Comité Kosovo, fondé au début des années 1990 après l'abolition par Slobodan Milosevic du statut d'autonomie que Tito avait accordé à cette province peuplée en majorité d'Albanais. Adossé à la revue *Esprit*, il est notamment animé par le magistrat Antoine Garapon, la sociologue Véronique Nahoun-Grappé, le politologue Pierre Hasner, l'écrivain Pascal Bruckner et le philosophe Alain Finkielkraut.

Les « antiguerre », quant à eux, ont pour principaux porte-parole le sociologue Pierre Bourdieu, les historiens Max Gallo et Pierre Vidal-Naquet, ou encore les philosophes Daniel Bensaid et Régis Debray. De

gauche pour la plupart, issus généralement des mouvances antilibérales ou républicaines, ils estiment fallacieux d'invoquer les droits de l'homme pour justifier la guerre : « Je suis scandalisé par l'hypocrisie ou l'aveuglement de ceux qui mettent en avant les principes moraux, les droits de l'homme, tous les prétextes humanitaires, alors qu'il ne s'agit que de discours de batteurs », s'indigne ainsi Max Gallo, pour qui ne « deviennent "grandes causes humanitaires" que celles qui concident avec les intérêts des États-Unis » (*Libération* du 26 mars 1999).

Le conflit du Kosovo réactive une fibre souverainiste qui considère que la France, en participant aux opérations de l'OTAN, renonce à une politique étrangère autonome et s'aligne sur celle des États-Unis. Et rapproche, comme au temps de la guerre du Golfe (1990-1991) ou du débat sur le traité de Maastricht (1992), les « républicains des deux rives », de gauche et de droite.

Dans cet article, écrit après un séjour de deux semaines en Macédoine et au Kosovo, le philosophe reproche à Jacques Chirac d'avoir une perception erronée du conflit. De dupier les esprits en jurant que la guerre n'est pas dirigée contre « Le peuple serbe », en désignant Slobodan Milosevic comme un « dictateur » et en parlant de « génocide » pour qualifier la situation des Kosovo-

vars. Une phrase, notamment, déchaînera un torrent de réactions : « A Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de Kosovars, on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises, en compagnie d'Albanais ».

Le lendemain, en « une » du *Monde*, Bernard-Henri Lévy s'en prend à « l'hallucinante naïveté de ce maître méthodologue (...) que l'on voit gouverner sous nos yeux les plus énormes bobards de la propagande serbe – avec, toutes proportions gardées, l'appétit de ceux de nos aînés qui faisaient, dans les années 1930, le voyage de Berlin ou Moscou ». « Située en direct d'un intellectuel », conclut « BHL ». Accusé par certains de « négationnisme », Debray dénoncera dans *Le Monde diplomatique* la « machine de guerre » dirigée contre lui par une « bonne presse » – *Libération*, *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* – soupçonnée de subordonner « la déontologie à l'idéologie ».

Un an plus tard, Elisabeth Lévy, journaliste à *Marianne*, relancera le débat en déplorant, dans la revue *Le Débat*, « l'insoutenable légèreté de l'information » pratiquée par la plupart de ses confrères, coupables, selon elle, d'avoir systématiquement pris parti contre les Serbes lors de la guerre du Kosovo. Ce sera la dernière polémique engendrée par un conflit qui aura amené les intellectuels français à débattre de questions aussi essentielles que le droit d'ingérence, la notion de guerre juste ou la nature des relations entre l'Europe et les États-Unis. ■

THOMAS WIENER

le monde

22/08/07